

Les nouvelles du XV^e

www.pcf-paris15.fr

130 rue Castagnary, 75015 Paris
Prix de vente : 0,10€Journal du Parti communiste français, section du XV^e arrondissement de Paris

Edito

Après quatre années passées au pouvoir, les attaques du gouvernement socialiste contre les travailleurs sont nombreuses. Presque trop nombreuses pour être listées. Loi travail, CICE, pacte de responsabilité, casse de la SNCF, destruction lente mais méthodique des services publics locaux et nationaux, chômage, développement de la pauvreté... et augmentation sans précédent des profits capitalistes. A toutes ces attaques économiques, le gouvernement a pris depuis quelques mois un tournant autoritaire inquiétant. La mise en place de l'état d'urgence et son prolongement n'a pas servi à lutter contre le terrorisme, mais à museler toute contestation et toute lutte. Le vaste mouvement de mobilisation contre la loi travail l'a montré.

Dans notre arrondissement, ces politiques nationales se traduisent localement par la fermeture de classes scolaires, de bureaux de postes ou encore de centre de santé. Les services publics sont mis à mal à tous les niveaux ! La politique immobilière menée par la mairie de Paris se traduit par une explosion des loyers et par la mise en place de projets immobiliers qui ne répondent pas aux besoins des habitants (le centre Beaugrenelle en est un triste exemple).

La section locale du PCF s'implique localement dans l'ensemble des luttes qui visent à préserver nos conditions de vie, nos conditions de travail et nos services publics. Après de nombreuses années d'interruption, la décision a été prise de relancer l'impression du journal « Les nouvelles du XV^e ». Ce journal, écrit, mis en page et imprimé entièrement par les communistes de l'arrondissement se veut être un outil d'information destiné à relayer et les luttes locales ou nationales qui se développent partout pour défendre nos conditions de travail, nos conditions de vies ou nos services publics.

Levée immédiate de l'état d'urgence ! Non à la logique de l'état de guerre permanent !

L'horrible attentat terroriste de Nice a permis au pouvoir de prolonger encore l'état d'urgence, malgré l'opposition de quelques parlementaires de plus qu'en novembre.

Pourtant, il est avéré – sans surprise – que l'état d'urgence ne sert à rien contre ces attentats. Il ne donne aucun moyen supplémentaire réel à pour dépister ce type d'assassins. Il ne peut rien contre la crise sociale, politique et morale du système qui enfante, dans notre pays comme ailleurs, sous telle ou telle obédience politique ou vaguement « religieuse », de tels actes.

1 AVION RAFALE = 150 MILLIONS D'€
SOIT 12 500 SMIC ANNUELS NET

DE L'ARGENT
POUR LES
SALAIRES

PAS POUR
LA GUERRE



PARTI
COMMUNISTE
FRANCAIS

www.vivelepcf.fr

Non, l'état d'urgence, aujourd'hui renforcé, n'est efficace que pour un tout autre but : continuer à jeter les bases d'un Etat répressif étouffant les libertés démocratiques fondamentales et écrasant la contestation. Les députés communistes français et algériens l'avaient déjà dénoncé en 1955 lors de son institution.

En 2015 et 2016, les assignations arbitraires à domicile de militants, la tentative d'interdiction de manifestations des plus importants syndicats contre la casse du code du travail l'ont montré. Elles s'accompagnent d'une répression sociale, encouragée par le gouvernement, sans précédent depuis des décennies, contre des militants du mouvement ouvrier.

Nous demandons la levée immédiate de l'état d'urgence qui est le symbole et le socle politique de la dérive sécuritaire du pouvoir. Nous dénonçons la tentative éhontée du gouvernement, à l'occasion de cette rentrée, d'enrégimenter dans la logique de peur et de militariser le monde de l'école. Nous refusons la propagation par l'idéologie dominante de la doctrine de l'ennemi de l'intérieur.

Nous dénonçons l'hypocrisie des campagnes du gouvernement, de la droite, des médias dominants détournant les notions de fraternité et de laïcité. Nous n'acceptons pas le terme de « radicalisés » pour désigner les auteurs des récents attentats, qui assimile dangereusement l'ensemble des musulmans à une culture de violence. Dans le même temps, nous combattons la campagne idéologique tendant à renvoyer les individus vers des appartenances communautaires ou religieuses respectives supposées pour les différencier et les opposer, pour diviser la société et notamment la classe ouvrière. Nous opposons à ce discours la fraternité des travailleurs dans les luttes.

Nous renvoyons les envolées corcardières, nationalistes, étroitement identitaires, des gouvernants successifs pour enrôler la nation à leur politique qui sont en totale contradiction avec leur obsession à étouffer le droit du peuple français, des peuples, à disposer d'eux-mêmes.

Enfin et peut-être plus que tout, nous refusons d'être enrôlés dans un état de guerre permanent. Les derniers gouvernements ont placé la France à l'avant-poste des guerres impérialistes qui ont détruit les Etats du Moyen-Orient, semé la désolation et fait le nid des groupes « islamistes » quand ils ne les ont pas aidés directement. Le gouvernement continue de livrer des armes et une alliance aux dictatures obscurantistes qui les finances et soutiennent.

Encore plus de guerre impérialiste : certainement pas !

QUARTIER Compteurs LINKY : suppressions de postes et arnaques à tous les étages !

EDF a lancé officiellement en fin d'année 2015 son programme de remplacement des 35 millions de compteurs électriques classiques par un nouvel outil multifonctions, le boîtier « Linky ». La COP-21, qui réunissait politiciens de tous bords et multinationales avides de profiter des juteuses affaires promises par l'écolo-business, a servi opportunément de décor pour accompagner médiatiquement l'annonce du groupe français (que les gouvernements privatisent peu à peu).

Bien loin d'ouvrir la voie à des économies d'énergie, encore moins à des économies, les « Linkys », très coûteux en eux-mêmes, préparent le rançonnement individualisé des consommateurs dans une perspective de marchandisation totale de la distribution d'électricité.

Plusieurs associations, dont de nombreuses amicales de locataires affiliées à la Confédération nationale du logement (CNL) font signer des pétitions contre la « dangereuse arnaque ». Les syndicalistes CGT d'EDF et ERDF détaillent les menaces et mobilisent depuis des mois. Communistes, nous les soutenons et reprenons à notre compte leurs analyses et initiatives pour alerter et gagner des contrôles face aux dérives ouvertes par les « Linkys ».

EDF estime (sous-estime) à 5 milliards d'euros le coût de la mise en place des nouveaux boîtiers. Elle ose promettre que les usagers n'en seront pas de leur poche. De qui se moque-t-elle ? Le coût sera prélevé sur l'augmentation des tarifs.

EDF prétend créer des emplois. Quelques milliers dans le privé d'ici 5 ans pour réaliser les boîtiers, oui. Mais les suppressions de poste d'agents publics – encore – devraient lui rapporter, selon ses chiffres de 1 à 2 milliard d'euros. Cela signifie encore moins de contacts directs entre usagers et agents, surtout en cas de problème, de coupure notamment.

Les boîtiers « Linky » sont supposés être « intelligents ». Ils enregistrent tout le détail de notre consommation et effectueront à distance les relevés, facturations, modifications d'abonnement, restrictions et blocages de ligne. Les usagers ont tout à perdre.



EDF et les opérateurs privés prétendent lutter contre la fraude individuelle (marginale). Ils se donnent des possibilités infinies de frauder eux-mêmes. Comment l'utilisateur pourra-t-il vérifier et contester ses relevés ? D'autant plus qu'il ne trouvera plus d'interlocuteur physique !

EDF et les opérateurs privés prétendent mettre à disposition des usagers un détail de leurs consommations. C'est pour mieux individualiser les contrats et les factures – ils appellent déjà cela les « offres personnalisées » –, gonfler les tarifs, notamment au détriment des personnes les plus vulnérables. C'est pour mieux aussi empêcher les actions et la constitution de rapport de force collectifs.

C'est encore pour mieux fliquer les usagers et se donner la possibilité de détourner leurs données personnelles parmi les plus intimes !

Décidément, l'écologie a bon dos pour justifier la recherche du profit contre les travailleurs !

Nous invitons tous les habitants qui seraient touchés par l'installation de ces compteurs dans leurs immeubles à signer la pétition lancée en ligne par la CNL ou à se rapprocher d'une amicale CNL pour refuser ces installations. Nous réaffirmons également nos revendications d'arrêt du processus de privatisation d'EDF, de renationalisation totale afin de rétablir un monopole public du transport et de la distribution de l'électricité, dans l'intérêt des agents et des usagers.

Médecine du travail : ce que la loi El-Khomri va détruire



La médecine du travail est l'une des cibles constantes du patronat. La loi El-Khomri porte une nouvelle attaque grave. La loi prévoit de faciliter encore le licenciement des salariés ayant des problèmes de santé en levant notamment toute obligation de recherche de reclassement, même quand les salariés souffrent des conséquences d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Dans le même temps, la loi « travail » veut « en finir avec la médecine de prévention des risques professionnels, au profit d'une activité sanitaire de contrôle, de sélection et d'exclusion », ainsi que le décrypte et le dénonce le groupement « Sauvons La Médecine du Travail » (SLMT) qui souligne que tous les salariés, et non seulement ceux dont la santé est déjà atteinte, sont menacés.

Sur le plan politique, le démantèlement de la médecine du travail en France montre à nouveau la perversité des directives européennes et de leur application. C'est au nom d'une directive prévoyant que dans les pays de l'UE, un salarié « doit pouvoir faire l'objet, s'il le souhaite, d'une surveillance de santé à intervalles réguliers » que l'obligation faite aux patrons en France, acquis historique, de garantir l'intervention de la médecine du travail pour tous est supprimé.

Les syndicats, la CGT en tête, ont placé la défense de la médecine du travail comme une des priorités de la mobilisation pour le retrait de loi El-Khomri. Communistes, nous nous associons à cette campagne. La médecine du travail doit vivre !

B
R
E
V
E

2

Victoire du non à l'UE au Royaume-Uni

Un coup pour les capitalistes, un point d'appui pour les luttes

La victoire du vote pour la sortie de l'UE au référendum du 23 juin au Royaume-Uni désarçonne les capitalistes de toute l'Europe et les politiciens à leur solde.

Même les politiciens qui ont cherché à canaliser et dévoyer l'opposition populaire à l'UE du capital vers le nationalisme et la xénophobie - les dirigeants conservateurs et nationalistes UKIP) qui prônaient le « Brexit » - se dégonflent les uns après les autres, depuis la victoire du NON, qui semble en réalité les prendre au dépourvu.

En France, les mêmes déplorations, le même mépris de classe qu'après le non à la « constitution européenne » en 2005, sortent de la bouche des serviteurs de l'UE du capital, de Hollande à Sarkozy en passant par Cohn-Bendit, tous unis avec (avec aussi la « gauche » européenne de Tsipras) pour défendre leur donneur d'ordres. Ils ont peur de la « contagion » !

Le vote britannique pour la sortie de l'UE est manifestement un vote de classe, globalement celui de ceux qui ont le plus intérêt à combattre le capitalisme et qui ont à juste titre identifié l'UE comme un acteur décisif de la politique antisociale qui les écrase. Il s'est produit dans l'une des premières puissances impérialistes de l'UE et du monde. C'est clairement un coup porté aux capitalistes européens.

Dans tous les pays, en Grande-Bretagne, en France aussi, les anti-capitalistes ont le devoir de se saisir de cet événement politique, en mesurant aussi ses limites évidentes.

Pendant la campagne, le débat politique au Royaume-Uni a été quasi-entièrement contrôlé par les forces de la réaction. C'est clair.

Mais des forces de gauche significatives ont aussi milité, tout autrement, pour le NON : les partis communistes de Grande-Bretagne et d'Irlande, une partie notable du Parti travailliste, d'importants syndicats comme le RMT. Il est très regrettable que leur campagne, son contenu, aient été occultés par les médias, même de « gauche », en France.

Le Royaume-Uni ne fait pas partie de la zone Schengen, ni de la zone euro : le vote NON ne menace pas directement les politiques intégrées de trafic de main-d'œuvre et surtout de mise en concurrence frontale des travailleurs des différents pays contre leurs acquis sociaux. Le vote NON n'en représente pas moins un rejet politique fort et exportable des politiques et des directives européennes « ultra-libérales » souvent d'origine thatcherienne.

Une autre contradiction se fait jour chez les capitalistes européens. Il n'est pas imaginable pour eux de couper les ponts entre l'UE continentale et une puissance économique et commerciale

majeure, plaque tournante des trafics financiers et relais militaire principal, avec la France, de l'OTAN en Europe. Mais comment faire passer, d'un côté et de l'autre de la Manche, malgré le peuple britannique, après ce vote, que rien ne change ? Ce serait disqualifier encore un peu plus le « projet UE » dont la légitimité est de plus en plus proche de zéro dans tous les pays.

UE, FMI, OTAN et gouvernements nationaux et politiciens britanniques esquissent, sans savoir encore comme le faire passer à moindre coût politique, leur projet. Que rien ne change dans les collaborations financières, économiques et militaires entre le Royaume-Uni et le reste de l'UE mais que, dans le même temps, le référendum serve de prétexte politique pour accroître la désintégration des acquis démocratiques et sociaux des 27 peuples du continent dans l'UE maintenue.



Exit Left! communist-party.org.uk

A gauche, certains derrière Tsipras, pour quelque plat de lentilles, sont prêts à continuer à donner dans ce jeu de la collaboration et de la trahison des travailleurs.

Le vote du peuple britannique, au Royaume-Uni, en France comme ailleurs, doit au contraire alimenter nos résistances, celles des progressistes, parmi eux au premier rang des communistes, de syndicalistes.

En Grande-Bretagne, le Parti travailliste et son nouveau secrétaire Jeremy Corbyn, élu sur une base de gauche, sont au cœur de la contradiction entre des positionnements anti-austérité et une campagne contrainte pour le oui.

En France comme ailleurs, la perte de légitimité de l'UE, de ses directives etc. renforce nos mobilisations immédiates pour nos services publics, pour la défense des productions répondant aux besoins des peuples, pour les protections sociales et le droit du travail, pour les acquis démocratiques.

Le référendum britannique renforce nos campagnes de rupture avec l'UE et l'euro. Communistes, plus que jamais, nous faisons tout pour transformer l'opposition de classe à l'UE du capital en positions de lutte et de classe pour rompre avec le



Une victoire totale pour les grévistes de l'hôtel Campanile du XVe !

Après quasiment un mois de grève dure suivie par 100% des salariés et organisée par la CGT, la direction de la filiale de Louvre Hotels Group exploitant l'hôtel Campanile tour Eiffel situé rue Saint-Charles dans le XVe arrondissement a cédé !

Par cette mobilisation d'ampleur, les salariés ont imposé à la direction la totalité de leurs revendications. Les femmes de chambres et gouvernantes—jusqu'ici salariées du sous-traitant STN—sont embauchées directement avec reprise d'ancienneté. Les cadences infernales diminuent d'un quart puisqu'elles passent de 4 à 3 chambres par heure, les mensualisations et le taux de salaire horaire sont augmentés (de 0,55 à 1 euro de l'heure). Pour les grévistes déjà salariés de l'hôtel, les qualifications et mensualisations sont également augmentées, et tous obtiennent 75% d'un 13e moi.

Le PCF Paris XVe a depuis le début apporté son soutien à cette lutte et félicite les salariés du Campanile pour cette victoire totale ! Preuve une fois encore que la lutte, organisée syndicalement, paie !

L
U
T
T
E

Rassemblement de soutien à un camarade cégétiste du dépôt RATP-Croix-Nivert face à la répression antisyndicale

Mercredi 21 septembre, à partir de 18h00, plus de 80 personnes étaient rassemblées dans la cour du dépôt de bus RATP de Croix-Nivert, dans le 15ème arrondissement.

Malgré l'heure tardive, inhabituelle – et ce n'est pas fortuit – de l'entretien « disciplinaire », ces salariés du dépôt, d'autres dépôts RATP, ces militants syndicaux de la RATP et d'autres entreprises du 15ème, avec l'Union locale CGT, du PCF, avec la section du 15ème, sont venus apporter leur soutien au camarade responsable de la CGT de Croix-Nivert, Cemil Kaygisiz.

La pratique se confirme. La direction de la RATP pousse ses cadres à intimider et réprimer les personnels pour mieux faire passer la dégradation du service public, les atteintes au statut et aux conditions de travail, dans la perspective de privatisation. Des mesures disciplinaires ciblées, sans plus de fondement, servent à combattre l'action des militants syndicaux les plus conséquents.

C'est ce qui arrive à Cemil. La direction a monté de toutes pièces un dossier déjà dactylographié avant même le premier entre-

tien contradictoire. Une semaine après un échange – qui s'est pourtant passé sans altercation de l'avis de tous – une cadre du tramway T3 se serait souvenue « d'un comportement inapproprié » à son égard...

Le fond de l'affaire est ailleurs. Cemil et deux autres camarades de la CGT, représentants du personnel, ont fait constater et ont dénoncé au dépôt du tramway l'existence d'un système de fichage local, illégal, des agents, notamment selon leurs opinions.

Communistes, nous sommes intervenus au rassemblement après les responsables RATP et 15ème de la CGT pour apporter notre soutien à Cemil et à la lutte des camarades.

Notre soutien, c'est d'abord nos luttes conjointes pour le service public RATP, localement et au-delà, avec les salariés et les habitants du 15ème. Cette année, nous avons dénoncé la suppression d'un service – sur laquelle la direction a dû revenir – sur le bus PC1, très préjudiciable aux usagers arrivant à Balard ou Garigliano. Les effets de la centralisation de la régulation – dans le but ultime de privatiser l'exploitation stricte dans les dépôts – sont désastreux

dans la régularité de la fréquence des bus. Les usagers ne doivent pas se tromper de responsables.

Le choix par la municipalité de Paris de confier au privé la « traverse » du 15ème montre, encore une fois, à quel point les élus de « gauche » à la ville, hier à la région, et au gouvernement sont du côté des prédateurs privés, préparant les basses œuvres de la droite régionale. Que le tramway T11 (Noisy-le-Sec), qui vient d'être inauguré, soit exploité par une filiale privée de la SNCF, avec des salariés sans le statut, est ainsi tout sauf une surprise. Côté RATP, l'annonce de la refonte de toutes les lignes historiques intra-muros est lourde de menaces. C'est ce qui reste du monopole public, qu'il faut au contraire reconquérir, qui est attaqué dans l'anticipation de l'application des directives européennes de casse.

C'est parce qu'il est bien conscient de tout ce contexte, très politique, et qu'il se bat avec ses camarades, que Cemil est l'objet d'une tentative d'attaque de la direction. Le rassemblement du 21 a montré qu'on ne la laissera pas passer.

L
U
T
T
E

✂ **Organisez votre colère, faites le choix de la lutte : adhérez !**

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Mail :

PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS — 01 48 28 60 05

pcfparis15@orange.fr — www.pcf-paris15.fr

